



Le Bolivarien

“La presse est aussi utile que l'armement. Elle est l'artillerie de la pensée”

Simón Bolívar

Gratuit, Vente Interdite



13 de Abril es Pueblo

Des milliers de personnes de tous les coins du pays et de diverses nations se sont rassemblé pour réaffirmer que plus jamais ne sera trahie la volonté du peuple (ABN).

Numéro 5:

- L'agression contre le Venezuela.....p.2
- Les pauvres dans les universitésp.3
- Déclaration de Caracas.....p.3
- L'intégration énergétique et la défense régionale
avancent victorieusement au Brésil.....p.4-5
- Terrorisme médiatique.....p.5
- Biocarburants et crise alimentaire.....p.6
- Poésie.....p.7
- Les sales manoeuvres d'Exxon.....p.8



ÉDITORIAL

Six ans se sont écoulés depuis les événements des 11 et 13 avril (2002) au Venezuela: or, partout dans le monde, de nombreux rassemblements ont été organisés dans le cadre de ce qui a été pertinemment nommé "la Semaine du Peuple Courageux". À Caracas, tout particulièrement, des milliers de compatriotes se sont rassemblés afin de commémorer ce moment historique où le peuple et les Forces Armées rendirent possible le retour du Président Hugo Chávez Frías.

Toutefois, tout au long de ces années, les agressions de l'Empire, conjointement à l'oligarchie nationale, ont été constantes: ces derniers ont favorisé la guerre médiatique, manipulé le corps étudiant, saboté l'approvisionnement, tenté de discréditer les institutions publiques et attaqué démesurément le Président Chávez à l'échelle nationale et internationale.

L'épisode le plus récent de cette conspiration échouée a été celui de l'alliance Exxon-oligarchie nationale contre PDVSA, qui s'est heureusement conclue par une victoire totale de l'entreprise pétrolière vénézuélienne. Aujourd'hui, plus que jamais, notre pays va de l'avant sur la base d'une solide économie, orientée vers la construction d'une société où règne la paix et la justice sociale.

LE BOLIVARIEN

Consulat général de la République bolivarienne du Venezuela à Montréal.
2055, rue Peel, bureau 400
Montréal, Qc, Canada. H3A 1V4
Tél.: (514) 842-3417 / Fax: (514) 287-7101
www.consulvenemontreal.org

Nous vous encourageons à soumettre vos articles à:
lebolivarien@consulvenemontreal.org

CENTRE CULTUREL SIMON BOLIVAR

394, Boul. de Maisonneuve Ouest
Métro Place des Arts (Sortie Bleury)
Tél.: (514) 843 - 8033

Conseil Éditorial:

Elio Vitriago Abreu
Adolfo Figueroa
Luis Martinez Peraza
Ricardo Astudillo

Traducteurs:

Emerson Da Silva
Antonio Artuso
Mélanie Bélanger
Pasquale Cazabon Sansfaçon

Infographie:

Le Bolivarien

Imprimerie:

Payette & Simms Inc.

Les idées et opinions exprimés dans les articles signés sont entièrement de la responsabilité de leurs auteurs.

L'agression contre le Venezuela

Par Luis Britto García

Il n'y a point de Révolution qui n'ait pas été agressée. Les révolutions anglaise, française, mexicaine et espagnole ont été assaillies par des conspirations internes et externes.

Il n'y a point d'agression qui n'intensifie pas l'élan révolutionnaire. Soviétiques, Chinois et Cubains ont été entre l'enclume et le marteau de l'agression nationale et internationale.

Il n'y a point de producteur d'hydrocarbures qui ne soit pas menacé. En tant que pétroliers et révolutionnaires, tous les lots de la tombola de l'agression nous reviennent.

Le XXème Sommet du Groupe de Rio aboutit et à une détente et à une omission: après avoir envahi un pays frère et assassiné de dizaines de latino-américains, le gouvernement de Colombie n'a subi comme conséquence que des remontrances.

La tendance est à ce que le comportement qui se voit récompensé se répète: l'homicide sélectif et l'invasion armée seront réitérés comme tactique qui ne peuvent qu'avantager l'agresseur.

Le Venezuela est l'objet d'un plan d'agression externe et interne, directe et indirecte, armée et diplomatique, économique et diplomatique pour saccager son énergie fossile et démanteler l'intégration régionale.

L'antichambre de l'assaut impérial, c'est l'agression médiatique. Le vol de la moitié du territoire mexicain, le blocus contre le Venezuela en 1902, les coups de patte contre le Guatemala et le Panama ont été promus par des harcèlements communicationnels.

Les cinq transnationales qui dominent la communication mondiale, de façon obsessionnelle, montre le gouvernement vénézuélien comme illégitime, totalitaire, agresseur, violeur des Droits Humains et censurent tout commentaire ou information qui les réfute.

Une centaine de journaux, une soixantaine de télévisions, près de 500 radios privées... presque tous ces médias recyclent des faussetés contre le gouvernement élu.

Les 50 télévisions par souscription qui couvrent 21,34% des foyers du pays sont opérées par des puissantes transnationales et la CONATEL ne fait rien devant leurs actes illégaux.

Nos plateformes informatiques sont toujours dépendantes en grande partie d'un logiciel monopolisé, qui peut subir des interférences, des actions des hackers, espionné ou paralysé par les États-Unis, comme l'a été PDVSA à travers la compagnie Intesa.

Puisque Chávez n'a pas autorisé les survols des avions militaires ni l'installation des radars par les États-Unis, ceux-ci ont monté des bases à Curazao, à Bonaire et ont débarqué des effectifs dans la Colombie voisine.

Avant d'attaquer il faut empêcher la victime de se

défendre. Les États-Unis ont empêché tous les pays, y compris l'Espagne, de nous vendre des pièces de rechange des matériaux militaires ayant de la technologie états-étasunienne.

L'on cherche à faire saigner l'économie de l'adversaire en le forçant à tomber dans une course aux armements. L'avalanche de conseillers, mercenaires et munitions des États-Unis sur la Colombie force les voisins à dépenser pour se défendre.

Le complément du blocus sur l'acquisition d'armement, c'est la confiscation des biens. La transnationale Exxon a cherché à bloquer les actifs de PDVSA à l'étranger et le retard dans l'allégation de notre immunité de juridiction favorise un flot de demandes semblables pour s'approprier nos exportations.

Ali Rodriguez m'a dit qu'en 2002, les compagnies d'assurance du Lloyd ont bloqué nos quais et rendu invalides les polices des bateaux qui arriveraient à nos ports. Une conjoncture semblable pourrait rendre inaccessibles nos ports et aéroports. Nous serions privés d'étrangers.

L'objectif de tout blocus, c'est de désarticuler la résistance sociale par la rareté artificielle des denrées. Il y a eu des arrêts de travail patronaux de en 2002 et 2003, avant le référendum de 2007 et il y en a encore aujourd'hui. À chaque fois, il y a eu des opérations de détournement et contrebande d'aliments vendus à des prix subsidiés vers le marché noir informel.

L'attaque criminel commence par la criminalisation de la victime. Le vice-président de la Colombie menace de séquestrer le maire de Maracaibo en l'accusant sans preuves de collaborer avec les Farc. Sans preuves, le président de la Colombie paramilitaire menace le président du Venezuela de l'attaquer dans la Cour Pénale Internationale pour collaboration avec le terrorisme. Sans nulle preuve, le pays qui le plus grand consommateur de drogues au monde accuse le Venezuela de trafic de drogue.

Les Droits Humains sont l'arme juridique préférée de la puissance qui viole le plus ces mêmes droits. Étant donné que l'article 26 de la Constitution donne aux traités internationaux sur les droits humains la primauté sur la hiérarchie constitutionnelle et sur l'ordre intérieur, un juge étranger pourrait renverser le président du Venezuela pour un supposé non respect des droits humains.

Voilà pourquoi l'opposition déverse un déluge de dénonciations sur des violations des Droits Humains auprès de la Commission de droits humains de l'OEA et d'autres instances internationales.

Le tout premier objectif stratégique, c'est de démembrer le territoire du pays victime. Le gouverneur de Zulia avance un projet "autonomiste", "un chemin à soi" pour son État. C'est un plan parallèle à ceux de Santa Cruz, en Bolivie, et de Guyaquil, en Équateur.

Selon James Petras, l'armée colombienne aurait jusqu'à 200.000 effectifs, mais 30.000 policiers, sans compter les dizaines de milliers de paramilitaires qui opèrent de façon couverte. Selon un article de Miguel Suárez, dans Argenpress, en 2004, l'oligarchie colombienne comptait 450.000 hommes. En 2008, on en serait au demi million et les dépenses en sécurité serait de l'ordre de 22.200 millions de dollars.

Ces chiffres n'impliquent pas seulement une extrême déstabilisation sociale, financière et politique de la Colombie mais aussi la primauté de l'engagement militaire du pays sur tous les autres efforts. Il en résulte un violent déséquilibre stratégique dans la région.



Les paramilitaires et l'armée colombienne expulse des centaines de milliers de paysans de leurs terres pour les mettre aux mains de l'oligarchie. Des vagues de réfugiés se retrouvent au Venezuela où vivent déjà des millions d'exilés économiques.

Suivant les déplacés, viennent les paramilitaires qui pratiquent toutes sortes d'extorsion et menaces, concurrencent avantageusement le crime organisé national, créent un réseau de corruption social et de légitimation des capitaux sales avec les casinos, constituent des bandes de tueurs à gage et font une parfaite Cinquième Colonne de soutien à une invasion.

Le Venezuela doit répondre à chaque agression sur le plan administratif, juridique, diplomatique et stratégique avec des mesures efficaces, percutantes et urgentes.

Luis Britto García. Caracas, 1940. Narrateur, écrivain, dramaturge, dessinateur, explorateur sous-marin, auteur de plus de 60 ouvrages.

Les pauvres dans les universités?

Par: Eleazar Diaz Rangel

Après avoir été approuvée avec honneurs par l'Université Simón Bolívar, en 2003, la thèse de doctorat d'Eduardo Martínez Gil, L'exclusion des pauvres dans l'enseignement supérieur, a été vite oubliée. Ce titre suggérait déjà une profonde investigation et malgré la gravité des

conclusions auxquelles aboutit son auteur, cette thèse n'a guère suscité de réactions. Il a pourtant suffi que nous commentions son contenu, voilà exactement trois ans, pour que de différents avis apparaissent à la lumière du jour. Avec la discussion sur le système d'accès aux universités, le thème est revenu à l'actualité. Lors d'une récente réunion, les recteurs sont tombés d'accord sur le fait que l'exclusion subsiste encore. Néanmoins, et à notre grande surprise, il y a des secteurs du monde étudiant qui défendent l'injuste système d'accès aux universités actuellement en vigueur. Devant ce tableau, nous aimerions rappeler quelques chiffres assez révélateurs d'un sombre panorama qui n'a guère été changé.

Prenons le cas de deux universités, l'Université Centrale du Venezuela et l'Université Simón Bolívar. Dans l'Université Centrale, en 1981, 65,19% des étudiants provenaient des lycées officiels et 34,75% des collèges privés. Presque vingt ans après, en 2000, ces proportions s'étaient inversées: 22,45% des étudiants provenaient des lycées officiels et 71,24% provenaient des collèges privés.

Cette disparité s'était renforcée parce que, en 1981, 25,58% des nouveaux arrivants à l'Université provenaient des couches sociales aux plus hauts revenus (A et B) et 21,77% provenaient des couches aux plus bas revenus (D et E). Mais en 2000, l'iniquité sociale s'était accentuée: les couches A et B représentaient 45,29% des nouveaux étudiants, alors que les couches les plus pauvres, D et E, n'y étaient plus que 6,59%. Une réalité dramatique, certes, mais qui n'a

pas ému grand monde.

Il est aisé d'imaginer ce qui s'est passé à l'Université Simón Bolívar, dont l'élitisme est reconnu. En 1981, 42,32% des nouveaux étudiants provenaient des lycées officiels et 57,68% provenaient des collèges privés, dont 51,6% des secteurs aisés (couches A et B) et 13 de pauvres (couches D et E).

Presque vingt ans après, en 1999, seul 8,89% des inscrits à l'USB provenaient des lycées publics et 84,07% provenaient des lycées privés. Du point de vue socioéconomique, l'inégalité a été encore plus frappante: 74,45% venaient des couches sociales aisées, seulement 0,93% venaient de la couche D et 0,0% des la couche sociale E.! Ces proportions ont été constatées dans d'autres universités et même dans les instituts militaires.

Il est sûr que ces dernières années le mouvement s'est inversé en faveur des anciens exclus, mais il y a toujours une disparité odieuse que seul un système d'inscription juste et non discriminatoire saurait corriger. Le Venezuela forme 290 mille bacheliers par an. Auxquels il faut ajouter 210 mille autres bacheliers qui, pour différentes raisons, ne réussissent pas à s'inscrire ou à se maintenir dans l'université, constituant ainsi une population « flottante ». 65% des nouveaux bacheliers et de la population flottante proviennent des lycées publics. Il faudrait que ces mêmes proportions se retrouvent chez les nouveaux inscrits aux universités.

Últimas Noticias 31-03-2008

Traduction: Emerson Da Silva

D é c l a r a t i o n d e C a r a c a s

Première Rencontre Latinoaméricaine contre le Terrorisme Médiatique

1) À titre de journalistes, professionnels de l'information et scientifiques de la communication en Amérique latine, dans les Caraïbes ainsi qu'au Canada, réunis à Caracas à l'occasion de cette Première Rencontre Latinoaméricaine contre le Terrorisme Médiatique, nous dénonçons l'usage de la falsification par les multinationales de l'information comme une agression massive et constante contre les peuples et les gouvernements luttant pour la paix, la justice et l'inclusion sociale.

2) Le terrorisme médiatique est la première expression et nécessaire condition du terrorisme militaire et économique que le Nord industrialisé emploie afin d'imposer à l'Humanité son hégémonie impérialiste ainsi que sa domination néocoloniale. Par conséquent, il constitue un ennemi de la liberté, de la démocratie et de l'ouverture sociale, devant ainsi être considéré comme la peste de la culture contemporaine.

3) À l'échelle régionale, le terrorisme médiatique fut utilisé comme arme politique afin de renverser les gouvernements démocratiques de pays tels que le Guatemala, l'Argentine, le Chili, le Brésil, le Panamá, la Grenade, Haïti, le Pérou, la Bolivie, la République Dominicaine, l'Équateur, l'Uruguay et le Venezuela. Cette stratégie est déployée aujourd'hui dans le but de saboter quelque accord humanitaire ou solution politique que ce soit au conflit colombien et de régionaliser la guerre dans la région andine.

4) La lutte démocratique prenant actuellement place en Équateur, en Bolivie, au Nicaragua, tout

comme au Brésil, en Argentine, en Uruguay et au Mexique, confirme la volonté politique de nos sociétés de désarçonner l'agressive et simultanée campagne de diffamation des multinationales de l'information et de la Société Interaméricaine de Presse (SIP). Cuba et Venezuela ont clairement et efficacement posé les jalons historiques d'une telle bataille encore inachevée. D'autre part, nous devons redoubler d'efforts devant la situation dramatique que traverse le journalisme démocratique au Pérou, en Colombie, et ailleurs.

5) Cette rencontre latino-américaine a démontré la nécessité de créer une plateforme internationale contre le terrorisme médiatique, convoquant ainsi à une nouvelle réunion à l'intérieur des deux prochains mois. Cette dernière sera organisée en collaboration avec d'autres organisations telles que la Fédération Latinoaméricaine de Journalistes (Federación Latinoamericana de Periodistas – FELAP), laquelle, accompagnant la prise de conscience des peuples latino-américains et caribéens, a défendu de façon exemplaire le droit à la vérité ainsi que la devise nourrissant ses principes, soit: "pour un journalisme libre au sein de patries libres".

6) Obstinée à criminaliser tout effort de lutte et de résistance populaire, sous prétexte d'une notion de sécurité, par ailleurs erronée, l'administration fondamentaliste de George W. Bush a été responsable, au cours des dernières années, d'une agression terroriste systématique envers les médias de communication alternatifs, populaires, communautaires, voire, entrepreneuriaux.

7) L'information n'est pas une marchandise: tout comme la santé et l'éducation, elle constitue un droit fondamental des peuples et doit faire l'objet de politiques publiques permanentes.

8) Convaincus que cette histoire commença il y a 200 ans, nous ratifions le compromis de ceux nous ayant précédés, dans le but de remplir une fonction éthique de notre profession, ayant à coeur les valeurs de la démocratie authentique et effective ainsi que la véracité que mérite la diversité de modes de pensées, de croyances et de cultures.

9) Non seulement la SIP mais aussi d'autres groupes conflictuels tels que Reporters sans Frontières répondent aux dictats de Washington en falsifiant la réalité ainsi qu'en opérant une diffamation globalisée. Dans ce contexte, l'Union Européenne tient un rôle honteux faisant ombrage à la lutte héroïque de ses peuples contre le fascisme et le nazisme.

10) Invoquant l'édification de l'unité des peuples latino-américains et caribéens, nous, les signataires de cette déclaration, en appelons aux professeurs et étudiants de la communication sociale afin qu'ils considèrent le terrorisme médiatique comme l'un des problèmes centraux de l'Humanité, et aux journalistes libres, afin qu'ils se compromettent à redoubler leurs efforts en quête de la paix, du développement intégral et de la justice sociale.

11) Dans cet esprit, nous exhortons les chefs d'états d'Amérique latine et des Caraïbes à inclure le thème du terrorisme médiatique à toutes les réunions et forums internationaux.



L'intégration énergétique et la défense régionale avancent victorieusement au Brésil

ABN 28/03/2008

Caracas, le 28 mars. ABN (Hernán Mena Cifuentes).- Brésil et Venezuela ont confirmé leurs positions d'avant-garde dans l'intégration énergétique de l'Amérique du sud et des Caraïbes. Les présidents de ces régions ont souscrit des accords historiques portant à la fois sur des alliances stratégiques et des investissements, avançant ainsi vers la création d'un système de défense régional libéré du parrainage ou de la tutelle des États-Unis.

La récente rencontre trimestrielle entre les présidents Hugo Chávez Frías, du Venezuela, et Luiz Inácio Lula da Silva, du Brésil, a resserré les liens entre ces deux pays frères qui, avec d'autres pays ayant des gouvernements progressistes, ont décidé de réaliser le rêve d'intégration de Bolívar et d'autres leaders historiques de la région.

Le président Chávez s'est rendu d'abord à Recife, ville natale de ce paladin de la geste libertaires grand-colombienne et compagnon d'armes du Libérateur que fut Abreu e Lima. Ensuite, il a rendu visite aux installations de la raffinerie Abreu e Lima, que Venezuela et Brésil sont en train de construire dans la ville d'Abreu e Lima, à 20 km de Recife. Cette raffinerie est la pierre fondamentale d'un ambitieux projet d'intégration énergétique. Il s'agit d'y transformer non seulement le pétrole brésilien mais aussi une partie de l'hydrocarbure du Bassin de l'Orénoque, région vénézuélienne qui recèle les plus grandes réserves de pétrole de la planète, d'où partira l'oléoduc que construisent les deux pays. Le combustible raffiné à Abreu e Lima sera destiné à la machine industrielle et à l'agroélevage du Nord du pays, d'où partiront, à bord des supertankers, les dérivés destinés aux marchés automobilistiques et industriels des différents continents.

Dana l'agenda du président Chávez figurait non seulement la question énergétique, mais aussi la sécurité alimentaire, de plus en plus menacée par une consommation irrationnelle inspirée de l'American way of life. L'Empire a imposé cette forme de consommation à ses propres citoyens en détriment des peuples du Tiers Monde. Mais voilà que, tel un boumerang, cette irrationalité se retourne contre le peuple états-unien et contre le reste de la planète. La Terre est à présent menacée de destruction par la contamination généralisée et par la folle velléité bushienne de transformer des aliments en combustibles pour les usines et les moteurs des automobiles.

En effet, fait, il ne s'agit pas seulement d'une menace, mais d'un danger bien réel. Comme l'a dit le président Chávez, et avant lui Fidel Castro et bien des scientifiques du monde entier, plus de 3 milliards d'humains seraient condamnés à mourir prématurément de faim si le projet d'agrocombustibles du Néron du XXIème siècle se réalise.

Quelques haut fonctionnaires qui ont accompagné le président Chávez on revu ou souscrit des accords destinés à garantir l'approvisionnement alimentaire du Venezuela, donnant suite à un effort déjà entrepris auprès d'autres pays frères du continent tels l'Argentine, le Nicaragua et l'Équateur, et qui prend forme grâce à d'ambitieux projets de coopération bilatérale.

Priorité a été donnée aux industries légères, au commerce et à l'agroélevage. Il s'agit de renforcer la production de volaille, bétail et céréales dans la campagne

vénézuélienne. Il en va de même pour la production laitière et pour la production de viande bovine et l'élevage de buffle. Le Brésil est une véritable puissance dans l'élevage de buffles, avec des cheptels qui se chiffrent par millions.

Mais, pour Chávez, tout aussi importantes que la sécurité alimentaire sont la défense, l'intégrité et la souveraineté non seulement du Venezuela mais de toute l'Amérique latine et des Caraïbes, systématiquement violées par les États-Unis. Voilà presque 2 siècles, Bolívar lançait déjà un avertissement sur le danger que représente l'Empire pour la région : « Les États-Unis semblent destinés par la Providence à couvrir Notre Amérique de malheurs au nom de la liberté ».

À peine arrivé à la présidence il y a 9 ans, Chávez a cherché les moyens de mettre fin à cette perverse pratique de l'Empire qui lui a permis deux siècles durant de violer l'intégrité territoriale et offenser la dignité de nos peuples. Les États-Unis ont envahi, avec leurs canons et leur marines, la majorité des nations latino-américaines et caribéennes tout en leur imposant des dictatures sanguinaires ou des gouvernements pseudodémocratiques.



L'impétueux président a proposé la création d'un Conseil de défense sud-américain ou d'une Organisation Traitée de l'Atlantique Sud, par opposition à la néocolonialiste et belliciste Organisation Traitée de l'Atlantique Nord, créée par les États-Unis. L'OTAN sert de poste avancé de l'Empire non seulement dans le Vieux continent mais aussi en Asie centrale, comme en Afghanistan, et cherche à atteindre l'Amérique latine par le biais du Plan Colombie.

Le message de Chávez était alors un cri solitaire dans le désert. Sa plaidoirie était emportée par le vent de l'indifférence et personne ne répondait à son appel. En attendant, l'Empire poursuivait sa conquête en changeant de stratégie. Au lieu de faire la guerre avec des porte-avions, des missiles et des marines, l'Empire s'est approprié la richesse des peuples par le biais du capitalisme et de son modèle néolibéral, par la privatisation des industries de base, des chemins de fer, des lignes aériennes, de l'électricité, de l'eau et d'autres propriétés des États locaux.

Néanmoins, la persévérance de Hugo Chávez, qui lui a permis de transmuter des défaites en victoires, s'est encore manifestée lors du IVème Sommet des ministres de la défense du continent, en octobre 200, à Manaus, Brésil, quand le Venezuela a présenté un document pro-

posant l'adoption d'un nouveau Système de sécurité hémisphérique en substitution au Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR).

José Vicente Rangel, alors chef de la diplomatie vénézuélienne, avait fait savoir que l'intention de la proposition était de « prendre des distances par rapport au TIAR, considéré comme anachronique et obsolète ». En effet, ce traité avait été souscrit en 1947, en pleine Guerre Froide, et bénéficiait surtout les États-Unis, qui craignaient d'avoir leur territoire attaqué par l'Union Soviétique. La proposition vénézuélienne n'a pas prospéré et le TIAR est demeuré en vigueur jusqu'à nos jours.

On ne peut pas arrêter la marche de l'Histoire ni décréter sa fin, comme le fit Francis Fukuyama après la disparition de l'Union soviétique. Sa thèse sur la fin de l'Histoire a été démentie aux Caraïbes par la Révolution cubaine. Sous le commandement de Fidel Castro, les Cubains ont résisté et survécu au plus brutal des boycotts jamais imposé à un pays. Rien n'a pu faire plier ce peuple, dont la dignité est plus forte que tout le pouvoir d'un Empire.

L'avènement de la Révolution Bolivarienne, promotrice du Socialisme du XXIème siècle, a été un autre coup pour la thèse de Fukuyama, politologue promoteur et du Projet pour le nouveau siècle américain, (Project for a New American Century) et de l'invasion de l'Irak. Avec la Révolution cubaine, la Révolution vénézuélienne a signifié un point de départ vers l'inéluctable changement dans le panorama politique, économique et social de la région.

Ces deux révolutions ont été les semences vouées à germer et à fructifier dans les sillons ouverts de la vaste terre caribéenne et latino-américaine à l'aube du nouveau millénaire. Ça a commencé au Brésil, puis vinrent la Bolivie, Haïti et Uruguay. Plus récemment l'Équateur et le Nicaragua. Dans tous ces pays brille à nouveau le soleil de la liberté longtemps occulté. Et il brillera bientôt dans toute la région.

Mais l'Empire est implacable et n'est pas prêt à laisser filer la proie qu'il a si longtemps tenu entre ses griffes. Pour la récupérer, il compte sur ses chiens de garde, ses complices de toujours : les gouvernements soumis, les oligarchies locales et la presse mercenaire. Ces ennemis ont déclenché une brutale offensive sous la forme de nombreuses conspirations dans le but de diviser nos peuples, dans une première phase, et diaboliser les gouvernements progressistes pour ensuite envahir des pays ou allumer des guerres fratricides.

Washington a voulu déclencher un conflit militaire dans la région avec l'incursion des troupes colombiennes en Équateur et le massacre qu'elles y ont perpétré le 1er mars passé. Conscient de ce fait et craignant une intervention yankee dans la région, le président Lula s'est fort intelligemment rendu à l'appel lancé par Bolívar voilà 182 ans et par Chávez il y a tout juste 9 ans.

Il s'agit de la même bannière hissée jadis par le Libérateur au nom de la dignité et la défense de l'Amérique latine et des Caraïbes, lorsqu'il a convoqué le Congrès Amphictyonique de Panama. Les pays participants à ce Congrès signèrent alors une Convention sur les contingents navals et terrestres (un Traité de défense régionale). On y prévoyait la mobilisation de 60 000 effectifs militaires. Celui-ci et bien d'autres accords ont été souscrits mais n'ont pas été ratifiés à cause des intrigues et des trahisons qui ont fini par faire échouer ledit Congrès.

Hier comme aujourd'hui, le sabotage des processus d'intégration de la région sont le fait d'ambitieux gouvernants et des oligarchies locales. Le principale responsable de l'échec du Congrès Amphictyonique de Panama





fut le vice-président Francisco de Paula Santander qui, contrariant l'avis de Bolívar, a invité les États-Unis, lesquels ont conspiré pour faire échouer notre utopie d'unité régionale.

C'est pourquoi le président brésilien a convoqué les pays de la région à la création d'un Conseil sud-américain de sécurité tout en avertissant, à travers son ministre de la défense, monsieur Nelson Jobim, qu'il ne souhaite pas la présence des États-Unis dans cet organisme. Monsieur Jobim a ratifié cette position lors de sa récente visite à son homologue à Washington.

Jouant d'une fausse naïveté, Robert Gates a suggéré une participation de l'Empire dans le Traité en demandant à monsieur Jobim : « Que pourrions-nous faire ? ». Ce à quoi le ministre brésilien a répondu avec fermeté : « Tenez-vous en marge de ce processus. C'est une chose qui relève de l'Amérique du sud ». La si rusée et sournoise secrétaire d'État Condolezza Rice a dû se prononcer en disant « ne point avoir d'objections à l'initiative ».

Lula a choisi d'expliquer son projet dans les moindres détails tout d'abord au président Chávez. Sage décision du président brésilien. Celui sait qu'il peut compter sur l'immanquable soutien du leader de la Révolution bolivarienne pour concrétiser ce rêve vieux de presque deux siècles.

Les États-Unis ont fait avorter ce rêve non seulement par des invasions mais aussi par la souscription des accords faits sur mesure pour protéger leurs intérêts stratégiques, comme ce fut le cas du TIAR. Washington n'a pas respecté l'accord lorsque la Grande-Bretagne, en avril 1982, a attaqué le territoire argentin des îles Malouines. Les États-Unis se sont mis du côté de l'agresseur, comme l'a fait le gouvernement du traître et magnicide Augusto Pinochet, assassin de Salvador Allende.

En analysant le conflit des Malouines à la lumière du TIAR, le Diario 7, journal diffusé sur le réseau, en conclut que « les traités internationaux ne sont respectés par les grandes puissances que lorsque ça les arrangent ». « Les pays – poursuit le journal – ont des intérêts communs stratégiques et des antécédents historiques qui l'emportent sur tout engagement circonstanciel avec des pays tiers. Ceci explique l'alignement automatique de la Grande-Bretagne aux États-Unis et la non-reconnaissance des traités internationaux de défense du Système interaméricain, comme c'est le cas du TIAR. La force expéditionnaire britannique n'aurait jamais pu se déployer si aisément dans l'Atlantique sud sans l'appui des États-Unis ni sans l'autorisation de l'OTAN.

Le président Chávez est très conscient de cette réalité et c'est pourquoi l'Empire prétend, par d'obscur manœuvres diplomatiques et politiques, amoindrir le rôle du président vénézuélien dans la conformation du Projet du Conseil de sécurité latino-américain proposé par le président Lula. Celui-ci, néanmoins, a consulté d'abord

le président Chávez en raison de son expérience comme militaire, homme politique et chef d'État et parce c'est bien lui qui, à la fin du XXème siècle, a lancé le premier cette idée.

L'opposition de Washington est une véritable menace à ce plan, ce dont Chávez est parfaitement conscient. Le développement de grands projets d'intégration politique, économique et social de l'Amérique latine et des Caraïbes pointent vers la transformation de la région en un pôle de force mondial pour établir l'équilibre dans un monde multipolaire comme plaiderait Bolívar.

En tant que stratège militaire, le président Chávez sait qu'il y a des chevaux de Troie dans la région, introduits par les États-Unis pour empêcher non seulement l'intégration régionale mais la création même du Conseil de sécurité latino-américain. Washington utilise ces cinquièmes colonnes pour promouvoir la division, la méfiance et l'isolement des peuples et des gouvernements. Tout ceci dans le but de favoriser une éventuelle incursion armée d'un quelconque pays dans la grande patrie latino-américaine et caribéenne.

La plus récente agression de l'impérialisme a eu lieu le 1er mars passé, lorsqu'il a rendu possible l'invasion du territoire de l'Équateur. Mais son objectif final est la conquête de toute la région. L'Empire envisage l'invasion de l'Amazonie, où se trouve une grande partie des territoires de 12 pays, ou celle de la Triple frontière (Argentine, Brésil et Paraguay), une région riche en eau, pétrole et gaz, avec la plus importante biodiversité de la planète, le butin le plus convoité par l'Empire.

Les États-Unis sont sûrs d'une victoire facile en face de pays sud-américains dépourvus d'une capacité de réponse collective. Mais il en est de ceux qui sont prêts à l'en empêcher. L'écueil sur le chemin de l'Empire s'appelle Chávez. Masi aussi Lula, Correa, Evo et Cristina Kirchner et d'autres leaders progressistes de la région, qui veulent au plus tôt transformer en réalité le Conseil Sud-américain de défense.

Chávez est bien conscient de l'existence de traîtres qui veulent, avec le soutien financier de Washington, morceler nos pays. C'est ce que nous voyons avec les plans séparatistes actuellement mis en branle en Bolivie et en Équateur par les riches et puissantes oligarchies urbaines et rurales de ces nations. Il en va de même au Venezuela, où ces plans sont l'œuvre d'un groupe pro yankee, qui ne mérite que la prison pour châtiement pour l'infâme délit de trahison de la patrie.

C'est pourquoi Chávez, au Brésil, berceau d'Abreu e Lima, le combattant qui, avec Bolívar, a traversé les Andes pour surprendre et vaincre les troupes de l'Empire espagnol à Boyacá, a fait un nouvel appel à l'unité des peuples latino-américains et caribéens : « Nous n'avons jamais eu une si bonne occasion pour libérer notre Amérique ». Comme tant d'enfants de cette région, Chávez est sûr que c'est le moment de vaincre le décadent empire yankee et ses larbins.

Terrorisme médiatique

Par: Roberto Hernández Montoya

Au cours des derniers jours, j'ai regardé CNN, par oisiveté momentanée. Je crois y avoir trouvé, suivant une interprétation amplifiée du linguiste Noam Chomsky, ce que nous pourrions appeler le 'moulant', c'est à dire, le principe donnant la forme, la cocaïne de la coca, l'alcool de la canne à sucre, la caféine du café, le stupéfiant lui donnant la forme, le moule: le moulant, donc.

L'idée avouée est qu'il s'agit d'un canal de nouvelles tous genres, politiques, certes, mais aussi sensationnalistes, d'économie, de culture, de technologie, de science, en bref, tout le spectre humain, et tout particulièrement, inhumain. Par-dessus tout, les pestes, les guerres, les récessions, la ruine morale, les catastrophes naturelles et surtout antinaturelles et terrorisme, terrorisme, terrorisme. Terrorismisme.

Car c'est cela, le moulant: un mélange d'intimidation et de résignation. Se résigner à ce que l'avoir de l'individu le plus riche au monde représente le double des réserves monétaires du Venezuela. À ce qu'une actrice exhibe, à l'occasion de la remise d'un Oscar, un collier de presque trois mille diamants. À ce que Jennifer López arrive au Hilton de Londres avec 30 limousines, pour ses bagages. Que chaque minute meurt dans le monde une femme au moment de l'accouchement. Que le Président gringo (étatsunien) soit un idiot. Que des terroristes détruisent des gratte-ciel depuis le désert, grâce à des messages transmis par des appareils transportés à dos de chameaux. Que le dollar chute. Que le secteur financier joue avec l'argent d'autrui au casino et brandisse, à la fois, la menace d'une débâcle économique mondiale.

Que peux-tu faire face à cela? Te résigner. T'enfermer, intimidé, dans ta maison, en serrant ton grille-pain contre toi. C'est un monde effroyable, complètement fou, comme le dit la chanson de Cat Stevens. Difficile de s'en déprendre seulement avec un sourire, ajoute Stevens. Bien sur, il y a des solutions. Si nous, les méchants Sud-américains, faisons la contrebande de centaines de tonnes de cocaïne, les fédéraux gringos s'arrangent bien pour s'emparer de quelques kilos au cours d'opérations tant spectaculaires qu'onéreuses. Évidemment, ils ne racontent pas que ce fut grâce à Ronald Reagan que la cocaïne fut introduite à Los Angeles via l'opération Iran-Contras. De plus, une héroïne prend soin de quelques dizaines de femmes au Mexique, afin de prévenir les millions d'accouchements mortels... Il existe aussi un compte-gouttes pour drainer l'inondation de la Nouvelle-Orléans.

En attendant, résignation chrétienne. De chrétien bête, il va sans dire.

E-mail: roberto@analitica.co





Biocarburants et crise alimentaire

par Salim Lamrani

Les émeutes de la faim en Haïti

Les émeutes de la faim se sont multipliées à travers le monde suite à la flambée des prix des matières premières alimentaires et se sont révélées particulièrement meurtrières. Les populations du Tiers-monde, écrasées par un système économique irrationnel et insoutenable, ont exprimé leur colère sur tous les continents, que ce soit à Haïti où le Premier ministre a été démis de ses fonctions, aux Philippines ou en Egypte. Plus de 37 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine représentant un total de 89 millions de personnes sont directement affectés par la crise alimentaire¹. Mais il ne s'agit malheureusement que du début.

Biocarburants et crise alimentaire

Jacques Diouf, directeur général du Programme alimentaire mondiale des Nations unies, a mis en avant les facteurs qui ont conduit à cette hausse subite des prix, à savoir une baisse de la production due au changement climatique, des niveaux de stocks extrêmement bas, une consommation plus grande dans les économies émergentes telles que la Chine et l'Inde, le coût très élevé de l'énergie et du transport et surtout la demande accrue pour la production de biocarburants².

Les Etats-Unis ont été les principaux promoteurs, avec le Brésil, de la politique des biocarburants pour faire face à la montée du prix du pétrole, négligeant les conséquences dramatiques et prévisibles d'une telle production. Ainsi, pour satisfaire ses besoins en énergie, Washington promeut une stratégie qui va conduire une grande partie de l'humanité au désastre. Il n'y a aucun doute là-dessus et les grandes institutions internationales sont unanimes à ce sujet, y compris le Fonds monétaire international (FMI)³.

La FAO, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, a souligné que l'augmentation mondiale de la production de biocarburants menaçait l'accès aux denrées alimentaires pour les populations pauvres du Tiers-monde. « *A court terme, il est très probable que la rapide expansion des carburants verts, au niveau mondial, aura des effets importants sur l'agriculture d'Amérique latine* », a affirmé la FAO⁴.

En effet, la production de biocarburants s'effectue aux dépens des cultures vivrières en puisant dans les réserves d'eau, et en détournant les terres et les capitaux, ce qui entraîne une augmentation des prix des denrées alimentaires et « *mettra en péril l'accès aux vivres pour les éléments les plus défavorisés* », conclut l'Organisation dans un rapport présenté au Brésil⁵. Les conséquences sociales désastreuses de cette politique sont aisément prévisibles alors que l'insécurité alimentaire frappe déjà 854 millions de personnes⁶.

Le Brésil, qui s'efforce de propager la production des biocarburants en Amérique latine et en Afrique, a nié le fait que cette politique était responsable de la hausse des prix des denrées alimentaires à travers le monde. Le ministre des Finances Guido Mantega a fait part de son désaccord : « *Cela met en péril la production alimentaire [...] aux Etats-Unis, mais pas au Brésil, pas dans les pays d'Afrique, pas dans les pays d'Amérique latine, qui ont assez de terres pour produire les deux*⁷ ».

Le président brésilien Luis Inacio Lula da Silva a également récusé cette thèse. « *Ne me dites pas, pour l'amour de Dieu, que la nourriture est chère à cause du*

biodiesel. La nourriture est chère parce que le monde n'était pas préparé à voir des millions de Chinois, d'Indiens, d'Africains, de Brésiliens et de Latino-américains manger », a-t-il affirmé. Lula a plaidé en faveur des biocarburants car le Brésil en est le deuxième producteur mondial derrière les Etats-Unis⁸.

Mais les cours des matières premières contredisent de manière cinglante les propos de Mantega et du président brésilien. La production de biocarburants se substitue aux cultures alimentaires et encourage fortement la hausse des prix. Ainsi, le prix du riz a augmenté de 75% entre février 2008 et avril 2008 alors que le prix du blé s'est envolé de 120% sur la même période⁹. Il en est de même pour les produits de base tels que le soja, le maïs, l'huile mais également le lait, la viande et autres¹⁰.

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a réclamé des mesures d'urgence pour mettre fin à la crise alimentaire¹¹. La Banque mondiale a appelé les gouvernements des pays membres à intervenir rapidement pour éviter la propagation du cataclysme alimentaire et a souligné que le doublement du prix des produits de base au cours des trois dernières années « *pourrait pousser plus profondément dans la misère 100 millions d'individus vivant dans les pays pauvres* ». Le prix du blé, par exemple, a augmenté de 181% en trois ans. Le FMI a mis en garde contre une hécatombe annoncée : « *Les prix de l'alimentation, s'ils continuent comme ils le font maintenant, [...] les conséquences seront terribles. Comme nous l'avons appris dans le passé, ce genre de situations se finit parfois en guerre*¹² ».

Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, a qualifié la production massive de biocarburants de « *crime contre l'humanité* » et a averti que le monde se dirigeait « *vers une très longue période d'émeutes* ». Il a clairement désigné les coupables en fustigeant la politique désastreuse du FMI, le dumping agricole de l'Union européenne en Afrique, la spéculation boursière internationale sur les matières premières engendrée par les biocarburants, le gouvernement des Etats-Unis et l'Organisation mondiale du commerce¹³.

La mise en garde de Fidel Castro

Il y a plus d'un an, le 28 mars 2007 pour être précis, l'ancien président cubain Fidel Castro avait mis en garde le monde contre le danger représenté par les biocarburants. Dans une longue réflexion intitulée « *Plus de 3 milliards d'êtres humains dans le monde condamnés à une mort de faim et de soif prématurée* », il avait dénoncé « *l'idée sinistre de convertir les aliments en combustible* » élaborée par le président Bush comme ligne économique de la politique étrangère des Etats-Unis. Le locataire de la Maison-Blanche a fait part de sa volonté de produire 132 milliards de litres de biocarburant d'ici 2017¹⁴.

« *Aujourd'hui, nous savons précisément qu'une tonne de maïs peut produire seulement 413 litres d'éthanol en moyenne [...]. Le prix moyen du maïs dans les ports étasuniens s'élève à 167 dollars la tonne. Il faut donc 320 millions de tonnes de maïs pour produire [132 milliards de litres] d'éthanol. Selon les données de la FAO, la récolte de maïs aux Etats-Unis pour l'année 2005 s'est élevée à 280,2 millions de tonnes. Même si le Président parle de produire du combustible à partir de gazon ou de copeaux de bois, n'importe qui comprend qu'il s'agit de phrases absolument dénuées de réalisme*¹⁵ ».

Pour Fidel Castro, si une telle recette était appliquée aux pays du Tiers-monde, le nombre de personnes qui

seraient atteintes par la famine et le manque d'eau prendrait des proportions vertigineuses, sans parler des conséquences écologiques. « *Il ne restera plus un seul arbre pour défendre l'humanité du changement climatique*¹⁶ ».

L'ancien président cubain avait également fustigé l'intention de l'Europe d'utiliser non seulement le maïs mais également le blé, les graines de tournesol, de colza et d'autres aliments pour la production de biocarburants. Cela entraînerait – écrivait-il – un essor de la demande, une hausse colossale des prix de ces matières premières alimentaires et une crise humanitaire aux conséquences tragiques. Les prévisions de Fidel Castro se sont malheureusement avérées exactes¹⁷.

Le leader révolutionnaire cubain a proposé une solution simple pour effectuer des économies d'énergie :

« *Tous les pays du monde, riches ou pauvres, sans aucune exception, pourraient économiser des millions de dollars en investissement et en combustible en changeant simplement toutes les ampoules incandescentes par des ampoules fluorescentes, chose que Cuba a faite dans toutes les demeures du pays. Cela représenterait un répit pour résister au changement climatique sans laisser mourir de faim les masses pauvres du monde*¹⁸ ».

Un moratoire immédiat sur les biocarburants est indispensable

Loin de tirer les leçons du drame social et humain qui traverse la planète, les Etats-Unis ont réaffirmé leur volonté de multiplier par deux les énormes surfaces qu'ils consacrent déjà aux biocarburants. L'Europe a également affiché son intention de développer ces produits de substitution¹⁹. Les conséquences seront tragiques car le pire est à venir.

La souveraineté alimentaire est un droit inaliénable des peuples. Il n'en est point de plus important. La pauvreté et la famine ne sont pas des fatalités mais les conséquences directes d'un système économique inhumain et destructeur qui viole le droit à la vie des déshérités de la planète. Pour cette raison, il est impératif de lancer un moratoire immédiat sur les biocarburants sous peine de faire face un véritable génocide. Cette production est insoutenable d'un point de vue moral, politique et social. L'espèce humaine est en passe de s'autodétruire. Il est plus que jamais urgent de mettre un terme à cette course folle vers l'apocalypse.

Mondialisation.ca, Le 22 avril 2008

Notes

¹ The Associated Press, « La communauté internationale confrontée à une sérieuse crise alimentaire », 14 avril 2008.

² Ibid.

³ Reuters, « Face aux émeutes de la faim, DSK s'interroge sur les biocarburants », 18 avril 2008.

⁴ Reuters, « La FAO met en garde contre les biocarburants », 15 avril 2008.

⁵ Ibid.

⁶ Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2006* (Rome : FAO, 2006), p. 8.

⁷ Reuters, « La FAO met en garde contre les biocarburants », *op. cit.*

⁸ Le Monde, « Le président brésilien, Lula, plaide en faveur des biocarburants », 17 avril 2008 ; Marco Sibaja, « Brazil: Biofuels are not at the root of hunger crisis », The Associated Press, 17 avril 2008.

⁹ Lesley Wroughton, « La crise alimentaire reconnue comme une priorité mondiale », Reuters, 14 avril 2008.

¹⁰ Ibid.

¹¹ The Associated Press, « Crise alimentaire : Ban Ki-moon réclame des mesures d'urgence », 14 avril 2008.

¹² Veronica Smith, « Crise alimentaire : la Banque mondiale sonne l'alarme », 14 avril 2008.

¹³ Agence France Presse, « Les biocarburants, 'un crime contre l'humanité' d'après le rapporteur de l'Onu », 14 avril 2008.

¹⁴ Fidel Castro Ruz, « Condenados a muerte prematura por hambre y sed más de 3 mil millones de personas en el mundo », *Granma*, 29 mars 2007.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Le Monde, « Les tartuffes de la faim », 17 avril 2008.



Un Regard envers l'Amérique Native

P o é s i e

Je cherche partout dans l'Amérique native
Le visage émancipé
De mon peuple, les Indiens,
De ce qui sont noirs, des Indiennes
Des femmes noires, des pauvres
Du plus petit que ce continent.

Je Cherche dans toute l'Amérique native
Son identité, son temps, son silence
Son histoire, sa langue, ses enseignements
Je cherche et seulement je cherche à mon Amérique native .

Déambuler dans les forêts,
Dans les montagnes, dans les déserts
Dans les rues, par des chemins, dans les villes
Et cité et je rencontre seulement
Des Faces bronzées par le temps
Oubliées par le temps
Exécuté par le temps
Par l'histoire, qui n'est pas son histoire.

Déambuler depuis le Sud au Nord de toute l'Amérique native,
Le visage émancipé
De mon peuple, les Indiens,
De ce qui sont noirs, des Indiennes
Des femmes noires, des pauvres
Du plus petit que ce continent.

Je Cherche l'Amérique native
Les rêves, les vers, les chansons
La peinture, le silence, les instruments
Et je trouve seulement, la voix, les langues,
Mille de langues anonymes,
Tranquille même s'ils palpitent dans les forêts,
Dans les montagnes, dans les déserts
Dans les rues, dans les voies,
Dans les villages, dans les villes.

Déambuler dans mon Amérique native
Et je trouve des bras, du fers,
Des Voix, des lettres, des hommes,
Des Femmes, le vent, la mer,
Inti la Terre, notre pacha mama.

Déambuler dans mon l'Amérique native
Et je rencontre l'exile, la douleur,
L'histoire, mais pas la notre
Celle de ce qui est machiavélique

Des êtres humains maigres et injustes
Ceux qui veulent imposer leurs normes,
Leur lois de misère
De faim, de torture, de dictateurs
D' assassins' d'innocents,
De millions de vies
Qui meurent lentement
Par faute de leurs richesses éphémères.

Je Veux trouver mon histoire
Et je la trouve, tranquille
Enveloppée avec les bras
De poètes, de chansons,
Dans des tiroirs oubliés
Par laquelle sait sont destin.

Chercher mon histoire et je la trouve dans
Les Indiens, ce qui sont noirs,
Dans les indiennes dans ce qui sont noires, dans ce qui sont pauvres,
Dans le plus petit que ce continent.
Et je trouve des rêves

Utopie, lutte, lutte, combat.
Je cherche dans mon Amérique Native
Et je trouve ; la défaites, la torture,
Les disparus, des milliers de disparus.
Des Travailleurs, des étudiants, des professeurs
Des Femmes, des paysans,
Des enfants des camarades, des enfants anonymes et tranquilles
De notre Amérique native.

Et je trouve des faces,
Des faces d'hommes et femmes,
Avec des noms et des noms de famille
Ernesto Guevara, Clara Elizabeth
Fidel, Mons:Romero, Helder Camara
Camilo Torres, le Che, le Che, le Che....

Je cherche mon l'Amérique native
Je la vois en naître, vivre
En partagent du futur
Du Sud au Nord de ce continent
Avec des travailleurs, des étudiants, des professeurs
Des femmes, des paysans,
Des enfants des camarades, des enfants Indiens anonymes et tranquilles,
Des indiens, des noirs, les Indienne, les noires,
Ce qui sont pauvres, le plus petit de ce continent.

Ils émergents comme la mer immense
De vents, de voix
Que crient à l'unisson
Aujourd'hui c'est notre temps
Aujourd'hui c'est notre histoire.

De la torture
Des images piétinées par la misère
L'injustice génocide du capitalisme
Des Faces qui souffrent
Qui pleurent des larmes de sang
Qui forment des rivières partout dans l'Amérique native
Le nôtre
La seul et unique résistance et authentique à ce qu'imposé par ceux-là
Ce qui je ne veux pas mentionner
Parce-que cela serait une insulte
A la mémoire de tous ceux qui sont tombés

Je cherche le visage
De celui qui m'a vue naître
Dans la misère
Qui, aujourd'hui plus que jamais nous devons la faire, digne
Donc l'âme de la pauvreté
C'est seulement sa
La Force de vie pour combattre et conquérir ce qui nous manque
Tout
Absolument tout
Je Cherche le visage heureux
Tendre et doux de la vie transformée de miettes
Dans les silhouettes qui marchent aujourd'hui
Et elles nous palpitent pour construire
Ce qu'aujourd'hui illumine dans l'Amérique native
Les nôtre
Je Cherche un regard pour lui donner un bec
La tendresse de la justice
Transformée en peuple
Des millions de visage de l'Amérique native

Faisons donc aujourd'hui de ce vers
Un Regard envers l'Amérique native

Adolfo Payés



Les sales manoeuvres d'Exxon

Par: Marina Menéndez Quintero

L'arrogance manifestée par l'entreprise états-unienne Exxon Mobil a été punie et l'entreprise Petróleos de Venezuela, S.A. (PDVSA) a recouvré son honneur et sa crédibilité au moyen de la décision du Haute Cour de Londres et du Pays de Galles, qui a rejeté la demande d'un gel de 12 milliards de dollars de l'entreprise vénézuélienne en faveur de l'entreprise Exxon. Mais cette question a d'autres connotations.

Premièrement, la mesure préventive imposée sans préavis en février à Caracas après que l'entreprise transnationale ait soumis une requête dans ce sens à des tribunaux de la Grande-Bretagne, des États-Unis et des Pays-Bas demandait à l'entreprise PDVSA de s'asseoir au banc des accusés avant même que des "accusations" ne soient portées contre elle.

L'entreprise Exxon demandait que l'on place "en lieu sûr" une somme exorbitante des réserves de la PDVSA. Elle mettait ainsi, dès le début, en question la réputation de l'entreprise vénézuélienne en mettant en doute son sens de l'éthique. Elle voulait que la décision prise au terme de l'arbitrage en cours soit adoptée, et que le Venezuela ne puisse le rejeter.

Mais le ministre Rafael Ramírez vient d'indiquer au contraire que le litige soulevé par l'Exxon devant le Centre international pour le règlement de différends relatifs aux investissements (organisme lié à la Banque mondiale) sera répondu, qu'il ne fait que commencer et que la PDVSA traitera d'égal à égal et n'acceptera pas d'avoir les mains liées comme l'aurait espérée l'entreprise transnationale.

D'autres aspects épineux sur la manière de procéder, particulièrement ignobles, montrent l'arrogance de l'entreprise états-unienne. Des experts, tels que ceux de l'entreprise d'évaluation de risques JP Morgan, estiment que, dans tous les cas, l'Exxon pourra espérer de l'arbitrage une indemnisation de deux milliards de dollars. Cela signifie que la somme immobilisée était cinq fois supérieure (!!!).

Mais la décision britannique est positive pour d'autres raisons importantes. Si la mesure n'avait pas été rejeté, son acceptation aurait signifié la mise en question la décision par l'État vénézuélien de renégocier des contrats d'exploitation du pétrole brut, qui, tels qu'ils étaient rédigés, laissaient la plus grande part des revenus aux grandes entreprises étrangères exploiteuses.

L'Exxon, et ce fait est fondamental, n'a pas été expulsée du Venezuela : elle a décidé d'abandonner les investissements qu'elle avait dans la zone pétrolière du fleuve Orénoque après avoir fait échouer, par son refus, les négociations proposées par le Venezuela, qui visaient à établir des accords d'association plus justes. Elle a laissé ainsi au pays les revenus de la majorité des actions dans le cadre de la nationalisation du projet d'exploitation de la région du fleuve Orénoque.

Des entreprises telles que la Total, la Statoil, la Petro-Canada, l'Ineparia et la British Petroleum ont négocié et obtenu de nouveaux accords. Et l'entreprise britannique Conoco Phillips continue de négocier. Ainsi l'Exxon est la seule entreprise à avoir rompu les négociations.

En raison de cela, avant que la cour britannique ne



rende sa décision, plusieurs se demandaient si les autres nations exportatrices seraient réprimandées à l'avenir au premier différend apparu avec une autre transnationale arrogante et capricieuse.

Une telle menace aurait plané en permanence au-dessus des gouvernements de pays tels que la Bolivie et l'Équateur, qui, d'une part, prennent des mesures pour imposer des transactions justes aux compagnies étrangères qui extraient du gaz et du pétrole sur leurs territoires, et, d'autre part, investissent les revenus ainsi produits pour réaliser une plus grande justice sociale.

On peut donc dire que la décision du Tribunal de Londres a des connotations non seulement juridiques et financières mais aussi politiques.

Soulignons également que les pressions et les ruses de l'Exxon surviennent à un moment où l'empire états-unien intensifie ses menaces contre le Venezuela. Certains considèrent une telle analyse exagérée, mais soulignons que les tentatives de ternir l'image et de mettre en question la PDVSA, entreprise qui contrôle et dirige le plus important secteur de l'économie nationale, constituent des manoeuvres politiques très claires.

Si une telle attaque contre la PDVSA réussirait, cela affecterait non seulement les projets sociaux («misiones») financés en partie par les revenus du pétrole, et cela contribuerait à mettre en danger l'économie du Venezuela dans son ensemble. Ce n'est pas par hasard qu'après l'échec de la tentative de coup d'État d'avril 2002 l'opposition et les États-Unis aient choisi d'organiser une "grève" du secteur du pétrole.

N'oublions pas non plus la voracité dont l'Exxon Mobil a déjà fait preuve. Elle est l'une des grandes entreprises qui se tailleraient une bonne part du pétrole de l'Irak, pays contre lequel Bush a déclenché et mène une guerre inachevée. Dans des contrats que le gouvernement iranien signera ce mois-ci, l'Exxon aspire à exploiter le champ pétrolière de Zubair, découvert en 1952 dans le sud du pays, dont les réserves sont évaluées à 6 milliards et 100 millions de barils.

Ce n'est pas par hasard qu'un porte-parole de la Maison blanche ait osé affirmer, en février, que, dans le cadre de la nationalisation de l'industrie pétrolière vénézuélienne, l'Exxon n'avait pas obtenu de «compensation juste et adéquate qui soit conforme à la pratique internationale».

De telles déclarations n'ont pas été lancées au hasard. La récupération de l'autodétermination sur les ressources naturelles est, avant tout, une question de souveraineté nationale. En tant que telle, elle doit s'exercer indépendamment des stratégies géographiques des États-Unis.

Article de Marina Menéndez Quintero, publié dans «Juventud Rebelde» (Jeunesse rebelle) Le 25 mars-2008

Activités à venir...

Cours d'espagnol gratuit pour adultes 2008

(Tous les cours sont désormais complets)

Débutants - Section A

À chaque samedi de 9h à midi. Du 5 avril au 12 juillet

Débutants - Section B

À chaque mardi de 17h à 19h. Du 6 mai jusqu'en juillet

Cours de conversation

À chaque mardi de midi à 14h. Du 6 mai jusqu'en juillet

Centro Cultural
S I M Ó N
Vernissage de l'exposition: Art et changement social
Jeudi le 8 mai de 18h00 à 20h00

Exposition de peintures concernant les problèmes causés par la Mondialisation, l'injustice et les changements climatiques. L'exposition se déroule du 8 mai au 1er juin 2008.

Concert: Ensemble Venezuela (Plaines du Venezuela)

Vendredi le 9 mai de 19h00 à 21h30

"Un parcours à travers la musique et la danse"

Cycle de récitals didactiques: L'Arpe vénézuélienne

Samedi le 10 mai de 19h00 à 21h30

Récitals didactiques d'instruments typiques d'Amérique latine et des Caraïbes

Film: "Página del Diario de Mauricio"

de Manuel Pérez (Cuba)

Mercredi le 14 mai de 17h30 à 19h30

En Espagnol avec sous-titres en Anglais

Film: "American Visa" de Juan Carlos Valdivia (Bolivia)

Mercredi le 21 mai de 17h30 à 19h30

En Espagnol avec sous-titres en Anglais

Film-discussion: "Samjana" Mémoires et Résistance

Jeudi le 22 mai de 19h00 à 21h00

Documentaire \ 31:16 minutes \ video \ couleur. Un film par: Shahrzad Arshadi

Les Amies du Monde Diplomatique: Les élections américaines nous concernent-elles?

Mardi le 27 mai de 19h00 à 21h30

Film: "La Historia Oficial" de Luis Puenzo (Argentine)

Mercredi le 28 mai de 17h30 à 19h30

En Espagnol avec sous-titres en Français

La Révolution Permanente et les idées de Trotsky au Venezuela et à Cuba

Jeudi le 29 mai de 18h30 à 21h00 Une table rond de Jorge Martin (Hands Off Venezuela) et Celia Hart (Cuba)

Nuit de poésie: "Palabra en el mundo II"

(Parole dans le monde II)

Vendredi le 30 mai de 19h00 à 21h00

Les poètes montréalais participent au Festival international de Poésie de La Havane depuis Montréal.

Lancement du livre "Daming the Flood"

de Peter Hallward

Samedi le 31 mai de 14h00 à 16h00

Court métrage: "La Línea del Olvido"

de Gustavo Rondón Córdova (Venezuela)

Mercredi le 4 juin de 17h30 à 18h00

En Espagnol avec sous-titres en Anglais

Film: "Oriana" de Leonardo Henriquez (Venezuela)

Mercredi le 4 juin de 18h00 à 19h30

En Espagnol avec sous-titres en Anglais

Alternatives: Concours de photo Flash!

Pour un monde différent

Jeudi le 5 juin de 16h00 à 21h00

Vernissage de l'exposition:

"A Memory from the mountains of Kurdistan"

Vendredi le 6 juin de 18h00 à 21h00

L'exposition de photographies se déroule du 3 au 26 juin 2008.

Film-discussion: "Cocalero"

de Alejandro Landes (Bolivia)

Mercredi le 11 juin de 17h30 à 19h30

En Espagnol

Film-discussion:

"Barroco: A journey to the heart of South America"

Jeudi le 12 juin de 18h00 à 20h00

Une présentation de: Artcore Film \ Universidad Nacional de Tres de Febrero \ WDR. Un film de: Heinz Peter Schwerfel

Film: "Perfecto Amor Equivocado"

de Gerardo Chijona (Cuba)

Mercredi le 18 juin de 17h30 à 19h30

En Espagnol avec sous-titres en Anglais

Film: "Un Titán en el Ring"

de Viviana Cordero (Équateur)

Mercredi le 25 juin de 17h30 à 19h30

En Espagnol avec sous-titres en Anglais